

L'Europe de l'Est sans repères

Des phénomènes démographiques de grande ampleur ont accompagné les bouleversements politiques survenus depuis la chute du mur de Berlin (9 novembre 1989), l'unification allemande (3 octobre 1990) et la dissolution de l'Union Soviétique (25 décembre 1991) : l'émigration, sans prendre la forme irrépressible un moment envisagée, s'est développée en provenance de Russie, Pologne, Roumanie... la natalité s'est effondrée dans l'ancienne Allemagne de l'Est et a chuté en Russie, Roumanie, Bulgarie; la mortalité s'est aggravée en Russie et dans les autres pays issus de l'Union Soviétique.

Certains de ces phénomènes prolongent des tendances antérieures; d'autres sont nouveaux, et apparaissent comme des répercussions directes des changements politiques, économiques et sociaux. Leur ampleur et leur simultanéité amèneront, s'ils se poursuivent, à parler de crise.

L'essor contrôlé des migrations Est-Ouest

On ne peut pas encore prendre une vue d'ensemble des migrations intra-européennes récentes. Il faudra en particulier attendre que la situation se stabilise dans l'ex-Yougoslavie pour dresser un bilan complet. On dispose cependant de données sur quelques pays, et en particulier l'Allemagne, qui a connu l'afflux migratoire de loin le plus important. On peut distinguer trois courants :

1- Le flux des *Übersiedler*, Allemands de l'Est gagnant l'Ouest : près de 800 000 en 1989-1990 (soit 5% de la population de RDA), dont environ 650 000 entre l'été 1989 et l'unification. Les conditions politico-économiques de celle-ci ont d'ailleurs été largement déterminées par le souci de mettre fin à ce courant.

2- Le courant des Allemands « de souche » (*Aussiedler*): c'est le plus important. Tout au

long des années 1980, cette migration « ethnique » de ressortissants des États d'Europe centrale et orientale a été encouragée par les autorités ouest-allemandes. Son ampleur s'est accrue depuis 1989, et le total de ces entrées, en provenance de Russie, du Kazakstan, de Pologne, de Roumanie, représente près d'un million de personnes pour la période 1988-1989.

3- Les demandeurs d'asile, dont le nombre a fortement augmenté. En 1988-1990, 417 500 demandes ont été enregistrées, et ce flux continue d'augmenter, un peu moins vite toutefois. Ce ralentissement s'explique sans doute par les mesures restrictives qui ont été prises récemment : accord avec les pays d'origine (Roumanie, Pologne) et réforme constitutionnelle.

Globalement, l'immigration en Allemagne de l'Ouest est passée par un maximum en 1990, et tend à diminuer depuis. Mais le solde migratoire des seuls étrangers a continué d'augmenter (tableau 1).

L'Autriche a également connu une augmentation sensible de l'immigration, avec environ 300 000 arrivées d'étrangers de 1989 à 1992: majoritairement des Yougoslaves (104 000 en 1989-1991), des Turcs (40 000), des Roumains et des Bulgares. Le solde migratoire, qui était antérieurement de l'ordre de 7 000 par an, a atteint 123 000 en 1990, puis s'est réduit à 59 000 en 1991 et 35 000 en 1992. Là encore, une législa-

Sommaire

Éditorial : L'Europe de l'Est sans repères

- L'essor contrôlé des migrations Est-Ouest.....1
 - La baisse de la natalité.....2
 - Aggravation de la mortalité en Russie.....2
 - La fécondité en Europe centrale et orientale.....4
 - Les dérives du débat démographique en Russie.....6
-
-

Tableau 1 : Immigration et solde migratoire en Allemagne de l'Ouest (en milliers).

	1987	1988	1989	1990	1991
Immigration	614,6	903,9	1522,2	1651,6	1134,8
Allemands					
« de souche »	78,5	202,7	377,1	397,1	
Immigr. de RDA	22,8	43,3	388,4	395,4	
Demandeurs d'asile	57,4	103,1	121,3	193,1	260,0
Solde migratoire	215,8	481,9	977,2	1041,0	579,2
dont étrangers	139,1	289,5	332,5	376,3	413,9

Sources : [1] [2] [3]

tion plus restrictive sur le droit d'asile est entrée en vigueur en juin 1992, et des quotas d'immigration ont été institués en juillet 1993.

Il semble bien qu'il n'y ait que l'Allemagne et l'Autriche à avoir été concernées par des effectifs importants d'immigrants ; peut-être aussi la Grèce et l'Italie, sur lesquelles les données manquent. En Finlande, par exemple, autre pays « frontalier » de l'Europe de l'Est, les effectifs d'immigrants venant de Russie ont augmenté, mais sont limités: 500 en 1989, 5500 en 1991.

Les craintes initiales d'un « déferlement » de migrants se sont donc révélées exagérées. L'Europe de l'Ouest n'a pas été submergée. L'application stricte des dispositions régissant l'immigration et le droit d'asile, leur renforcement éventuel, le coût des visas et des transports et, d'une autre façon, les difficultés de l'emploi dressent un barrage très efficace contre tout mouvement de grande ampleur.

La baisse de la natalité

Depuis 1989, la natalité baisse dans tous les pays d'Europe centrale et orientale, sauf en Lituanie. En Bulgarie et en Russie, où il y avait déjà une tendance à la baisse, la chute atteint ou dépasse 20% en trois ans. En Allemagne de l'Est, on peut parler d'effondrement (tableau 2).

Chaque pays mériterait un examen particulier. Bornons-nous à présenter un peu plus en détail l'évolution en Allemagne de l'Est et en Russie.

En Allemagne de l'Est, le nombre de naissances a été divisé par plus de deux entre 1989 (199 000) et 1992 (87 000). Un tel effondrement n'avait jamais été observé qu'en temps de guerre. Le nombre de mariages, quant à lui, a été divisé par trois (1). L'émigration n'a sans doute joué qu'un rôle secondaire dans ces mouvements spectaculaires: une diminution de la population de 5% environ ne peut expliquer une baisse des

(1) Les divorces ont également diminué, mais peut-être est-ce en raison des perturbations de l'appareil judiciaire provoquées par l'extension à l'Allemagne orientale de la législation ouest-allemande.

naissances de 50%. Il faut plutôt voir là une nouvelle adaptation des Allemandes de l'Est aux circonstances. Les femmes et les couples avaient de même su interpréter, au mieux de leurs intérêts, les mesures natalistes adoptées en 1976: pour pouvoir bénéficier des avantages supplémentaires accordés aux mères célibataires, de nombreuses femmes avaient décidé d'avoir un enfant sans être mariées et l'on avait assisté, simultanément, à une augmentation de la fécondité, à une diminution de la nuptialité et à une hausse des naissances hors-mariage. Dans la conjoncture économique et sociale actuelle de l'Allemagne orientale, tout laisse à penser que les femmes préfèrent attendre pour avoir des enfants.

En Russie, il y a eu 1,6 million de naissances en 1992, soit près de 600 000 de moins qu'en 1989. Le taux brut de natalité en 1992 (10,8 pour 1000) est le plus faible jamais observé en temps de paix. Cette baisse de la natalité (cf. encadré) s'explique en partie par la diminution du nombre de femmes en âge d'être mère (classes creuses nées pendant les années 1960); elle est aussi le contre-coup des mesures natalistes du début des années 1980. Enfin, les conditions économiques et sociales actuelles en Russie exercent sans aucun doute un effet dépressif sur la fécondité. C'est ce que suggèrent les données mensuelles qui révèlent une accentuation de la baisse, dans la seconde moitié de 1992.

Les changements en cours en Europe centrale et orientale jouent à l'évidence un rôle dans la baisse conjoncturelle de la fécondité, rôle majeur, aux effets spectaculaires, en Allemagne de l'Est, rôle plus modeste dans les autres pays, dont certains, comme la Russie, connaissent par ailleurs une chute tendancielle très prononcée.

Aggravation de la mortalité en Russie

La lutte contre la mort en Europe de l'Est et en Union soviétique était confrontée à des difficultés persistantes. Alors que la mortalité baissait rapidement, depuis une vingtaine d'années, dans tous les autres pays d'Europe, elle stagnait en Europe centrale et orientale, voire s'aggravait, comme en Hongrie. Ces pays connaissaient ainsi une mortalité sensiblement plus forte que celle de l'Europe de l'Ouest.

Depuis 1989, la mortalité est demeurée à peu près stable en Europe centrale, mais elle s'est aggravée en Russie, et dans les autres Etats issus de l'Union Soviétique (tableau 2). En Russie, le nombre de décès, qui était inférieur à 1,6 millions en 1989 dépasse 1,8 millions en 1992. Le taux brut de mortalité, est passé de 10,7 décès pour 1000 habitants en 1989, à 12,2 en 1992 soit

A propos du déclin de la fécondité en Russie.

Les prévisions démographiques publiées en 1990 par le Comité d'Etat de la Statistique de l'URSS (1) n'avaient pratiquement pas tenu compte de la chute brutale de la natalité qui se manifestait depuis 1988. Cette chute a son germe dans l'augmentation antérieure de la fécondité, qui a fait passer l'indice synthétique de fécondité de 1,87 en 1980 à 2,23 en 1987. La politique d'aide aux familles ayant des enfants mise en vigueur en 1982 a suscité un rajeunissement énorme de l'âge à la maternité. Entre les deux derniers recensements (1979 et 1989), la descendance des femmes de 15 à 30 ans a augmenté de 32% en moyenne (71,6% à 15-19 ans, 18,2% à 20-24 ans, 11,3% à 25-29). Mais la descendance des femmes âgées de plus de 39 ans continuait à diminuer. Le renforcement

de l'aide aux familles dans l'ex-URSS a donc eu pour résultat une accélération de la procréation des générations, sur un fond de déclin général et continu de la fécondité. La diminution actuelle de la fécondité en Russie (en 1992 l'indice synthétique de fécondité s'élève à 1,55 enfants par femme pour la population totale, 1,36 dans les villes et 2,23 dans les campagnes) résulte de l'anticipation de la période 1982-1987, accentuée pendant les deux dernières années par la crise économique.

A.AVDEYEV

(1).« O prognose tchislennosti naselenia » (A propos du pronostic du nombre de population) Vestnik statistiki (1990), 10:41-43

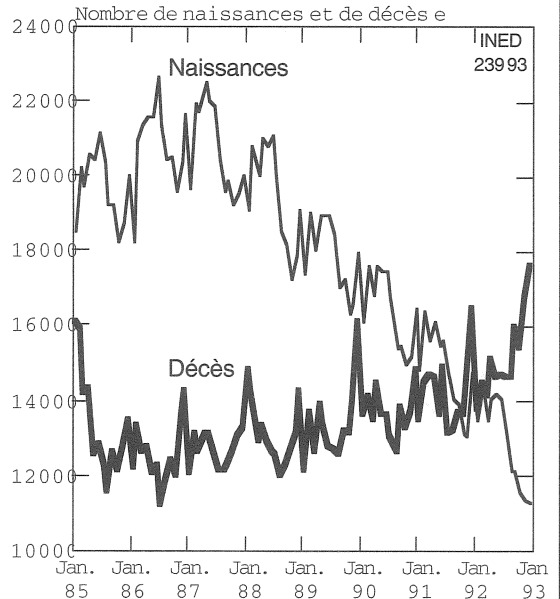
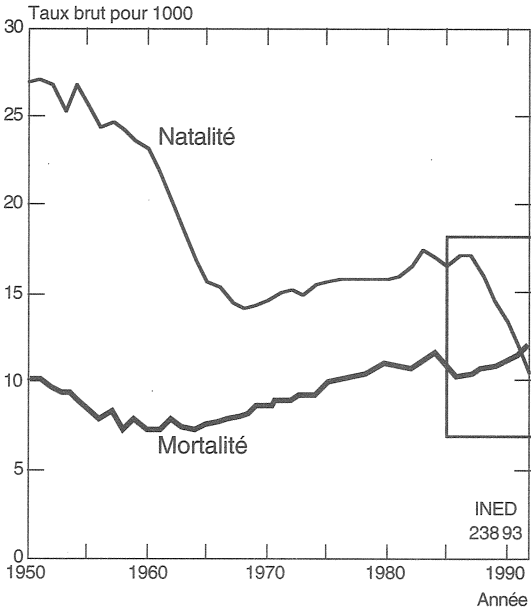


Tableau 2 : Europe centrale et orientale / Taux de natalité et mortalité

	Taux brut de natalité (pour 1000)					Taux brut de mortalité (pour 1000)				
	1985-1989	1989	1990	1991	1992	1986-1989	1989	1990	1991	1992
Albanie	25,5	24,7	25,2	-	-	5,6	5,7	5,6	-	-
Allem.(Est)	13,1	12,0	11,1	6,8	5,4	12,9	12,4	12,5	12,7	11,6
Bulgarie	13,1	12,5	11,7	10,7	10,0	11,9	11,9	12,1	12,3	12,0
Hongrie	12,0	11,9	12,1	12,3	11,7	13,7	13,9	14,1	14,0	14,2
Pologne	16,3	14,8	14,3	14,3	13,4	10,0	10,0	10,2	10,6	10,3
Roumanie	15,7	13,6	11,9	-	-	10,9	10,7	10,7	10,9	-
Slovaquie	16,3	15,2	15,1	14,9	14,1	10,2	10,4	10,2	10,4	10,1
Rép.tchèque	12,8	12,4	12,6	12,6	11,8	12,4	12,3	12,3	12,1	11,7
Russie	16,3	14,6	13,4	12,1	10,8	10,6	10,7	11,2	11,4	12,2
Biélorussie	16,2	15,0	13,9	13,0	-	9,9	10,1	10,7	11,2	-
Estonie	15,7	15,4	14,2	12,3	-	11,8	11,8	12,4	12,6	-
Lettonie	15,5	14,6	14,2	13,0	-	12,2	12,2	13,0	13,1	-
Lituanie	16,0	15,1	15,3	15,0	-	10,2	10,3	10,6	10,9	-
Moldavie	20,9	18,9	17,7	16,5	-	9,4	9,2	9,7	10,5	-
Ukraine	14,6	13,3	12,7	12,2	-	11,1	11,6	12,1	12,9	-

14% d'augmentation, à un rythme annuel de 4%. En Ukraine, en Biélorussie, en Moldavie, l'aggravation semble plus forte encore: elle s'effectue à des rythmes annuels (calculés seulement jusqu'en 1991) de 5 et 7% respectivement.

De telles augmentations de la mortalité sont tout à fait exceptionnelles à l'époque contemporaine, dans les pays industriels. On n'en trouve pas d'exemple en Europe occidentale en temps de paix et, en Europe centrale ou orientale, les derniers cas analogues remontent aux années 1969-1971, en Pologne et Bulgarie.

Le lien entre les difficultés économiques que connaissent ces nouveaux Etats et l'augmentation de la mortalité semble évident. Dans une situation sanitaire déjà difficile, la détérioration de la situation sociale et économique entraîne une aggravation sensible de la mortalité.

*

Les changements politiques, économiques et sociaux en cours en Europe de l'Est ont eu des répercussions démographiques diverses selon les pays. L'Allemagne de l'Est et la Russie ont été les plus affectées, alors que la République

tchèque, la Slovaquie et la Hongrie connaissent une relative stabilité.

La baisse de la natalité conjuguée, le cas échéant, avec une aggravation de la mortalité détermine des accroissements naturels très faibles, voire négatifs, dans toute la partie est de l'Europe, qui jusqu'alors enregistrait des excédents de naissances supérieurs à ceux observés à l'ouest. Phénomène inédit : les décès sont plus nombreux que les naissances dans un pays de près de 150 millions d'habitants, la Russie (cf. encadré). Dans ce contexte, les migrations jouent un rôle désormais déterminant dans l'évolution démographique de tous les pays européens, qu'il s'agisse d'émigration, à l'Est, ou d'immigration, à l'Ouest.

Alain MONNIER

RÉFÉRENCES

- [1] Katharina POHL, Bernhard STÖRTZBACH und Hartmut WENDT: Die demographische Lage in Deutschland und in der Europäischen Gemeinschaft, *Zeitschrift für Bevölkerungswissenschaft*, BIB (Wiesbaden) Jg.18, 1/1992, pp.3-93.
 [2] Conseil de l'Europe : Évolution démographique récente en Europe et en Amérique du Nord. 1992.
 [3] *Wirtschaft und Statistik*, différents numéros.

CONJONCTURE

La fécondité en Europe centrale et orientale

La figure 1 retrace l'évolution de la fécondité depuis 1988 dans les deux Allemagnes et dans l'Allemagne unifiée. Dans l'ancienne R.D.A., la fécondité baissait lentement depuis le second semestre 1987, se stabilise à 1,55 enfant par

femme de mi 1989 à mi 1990, puis s'effondre en septembre 1990 (conceptions de décembre 1989), au point qu'elle devient inférieure à 1 enfant par femme au printemps 1991, cas qui n'avait été enregistré jusqu'ici que dans certaines provinces de l'Italie du Nord. La baisse des conceptions s'est donc produite entre la chute du Mur et la réunification, c'est à dire, avant que le chômage et la désintégration du système de protection sociale associé aux entreprises se manifestent. La baisse s'est poursuivie en

1991 à un rythme plus réduit et, depuis le début de 1992, la fécondité des nouveaux Länder semble à peu près stabilisée autour de 0,8 enfant par femme. Elle traduit sans doute la mise en place d'un nouveau calendrier. L'indicateur conjoncturel annuel, 1,58 enfant par femme, en 1989 et 1,50 en 1990, est tombé à 0,98 en 1991 et 0,83 en 1992 ! Dans cette chute il y a augmentation relative du recours à l'avortement : pour 100 naissances, 37 avortements en 1989, 38 en 1990, 50 en 1991, 54 en 1992.

Tableau 1 : Indicateur conjoncturel de fécondité

	1988	1989	1990	1991	1992
Albanie	3,03	2,96	3,03	3,00	-
Allemagne de l'est	1,67	1,58	1,50	0,98	0,83
Bulgarie	1,97	1,87	1,74	1,57	1,44
Hongrie	1,81	1,80	1,87	1,88	1,78
Pologne	2,13	2,09	2,05	2,07	1,95
Roumanie	2,31	2,19	1,83	1,56	-
Tchécoslovaquie	2,01	1,95	1,96	1,92	-
Slovaquie	2,15	2,08	2,09	2,05	1,94
Rep. tchèque	1,94	1,87	1,90	1,86	1,72
Yougoslavie	1,99	1,88	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	1,80	1,70	1,70	-	-
Croatie	1,74	1,67	1,69	-	-

	1988	1989	1990	1991	1992
Macédoine	2,22	2,09	2,06	-	-
Monténégro	1,95	1,84	1,79	-	-
Serbie	2,21	2,09	2,10	-	-
Slovénie	1,66	1,55	1,48	-	-
Russie	2,15	2,03	1,91	1,74	1,56
Biélorussie	2,03	2,03	1,91	-	-
Estonie	2,26	2,21	2,04	1,78	-
Lettonie	2,16	2,05	2,02	1,86	-
Lituanie	2,09	1,98	2,03	2,01	-
Moldavie	2,64	2,50	2,39	-	-
Ukraine	2,04	1,92	1,89	1,81	-

La question se pose évidemment des liens entre cette chute impressionnante et les mouvements migratoires concomitants. Au début, il n'était pas exclu que le nombre de jeunes couples établis à l'Ouest soit sous-estimé, donc les naissances à l'Est rapportées à un nombre de femmes surestimé, ce qui aurait exagéré l'ampleur de la baisse de la fécondité à l'Est. Mais le maintien de celle-ci à un niveau très bas ainsi que les évolutions enregistrées à l'Ouest et pour l'Allemagne entière font maintenant rejeter cette hypothèse.

Il y a bien une légère augmentation de la fécondité à l'Ouest de juillet 1990 à janvier 1991 ; elle prolonge un mouvement antérieur et ne compense nullement la baisse à l'Est, si bien que la fécondité de l'Allemagne entière baisse à due proportion, et ne retrouve pas en 1992 le niveau de 1989.

Le diagnostic d'une crise profonde dans les nouveaux Länder est de plus confirmé par le recul de la nuptialité : l'indicateur de primo-nuptialité féminine tombe d'environ 77 mariages pour 100 célibataires en 1988 et 1989 à 33 en 1991 et 1992. Le recul ne s'interrompt qu'à la mi-1991. Plus encore que les effets de la situation de l'emploi, il faut voir là ceux du renchérissement des logements.

En Russie (1) et dans les autres pays dont les données mensuelles sont disponibles, Bulgarie, Hongrie, Pologne et République Tchèque, les évolutions, pour être moins brutales, n'en sont pas moins nettes (figure).

En Russie, la baisse de la fécondité, amorcée en 1987 s'est accélérée au deuxième trimestre 1991, l'indicateur trimestriel passant de 1,78

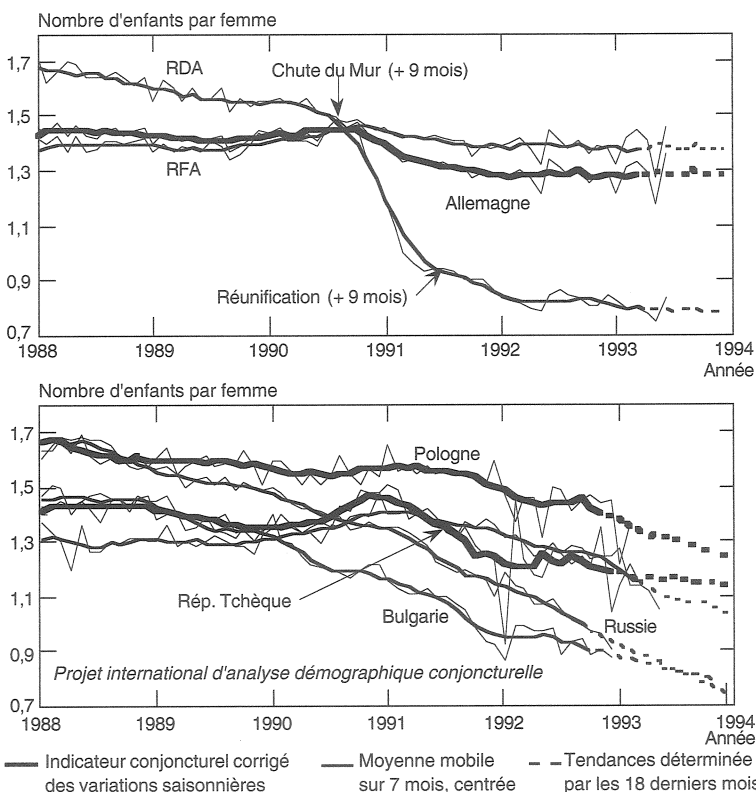
en mai 1991 à 1,4 à la fin de 1992. La Russie, qui avait une des fécondités les plus élevées de cette zone en 1988, se situe cinq ans plus tard à un des niveaux les plus faibles.

En Bulgarie, l'évolution est parallèle à celle de la Russie, à un niveau plus faible. De même, les courbes de la Hongrie et de la République Tchèque sont très proches : hausse de la fécondité en 1990, baisse ensuite, plus forte et plus précoce en République Tchèque. En Pologne, la fécondité est restée stable à près de 2,1 enfants par femme jusqu'à la fin de 1991 mais depuis le début de 1992, l'indicateur baisse, et se situe autour de 1,8 début 1993.

Dans les pays pour lesquels nous ne disposons que des indicateurs annuels (tableau 1) la situation est très voisine. La fécondité baisse fortement en Roumanie, de 2,3 en 1988 à 1,6 en 1991, comme en Moldavie, en Estonie et en Lettonie. Mais en Ukraine et en Slovaquie, la baisse est plus modérée. Seules l'Albanie et la Lituanie se distinguent par la stabilité de leur fécondité.

Si l'on excepte l'Albanie, où l'indicateur conjoncturel est encore égal à 3, et la Moldavie, la fécondité est presque partout, dans cette partie de l'Europe, largement inférieure à 2 enfants par femme.

Jean-Paul SARDON



(1) Les données russes ont été rassemblées par A. Avdeyev.

RAPPEL

RENOUVELLEMENT DES SERVICES GRATUITS A POPULATION ET SOCIÉTÉS

Les titulaires d'un service gratuit à *Population et Sociétés* sont priés soit de souscrire un abonnement (tarifs p. 6), soit de confirmer explicitement leur intérêt en retournant à l'INED (27 rue du Commandeur 75675 Paris cedex 14) l'enveloppe du bulletin, avec leur numéro d'abonné et leur adresse, en y portant leur signature. A défaut, l'INED se réserve la possibilité de supprimer le service de *Population et Sociétés*, sans autre préavis.

DÉBAT

Les dérives du débat démographique en Russie

Les évolutions démographiques récentes de la Russie n'ont pas intéressé seulement le cercle étroit des démographes. Les journaux de toutes tendances se sont emparés des chiffres, ouvrant une violente polémique. Elle oppose publicistes, démographes, membres de partis politiques, hommes de pouvoir (1).

L'origine profonde est claire. La séparation de l'Union soviétique en quinze États s'apparente à une décolonisation pour les républiques du sud, les plus fécondes. Or cette perception est loin d'être admise en Russie. Il y a un passé soviétique à 290 millions d'habitants en expansion démographique et un présent russe à 150 millions d'habitants en dépopulation. La revue *Sojuz* ne titrait-elle pas, en août 1990, un an et demi avant la fin de l'URSS, « Nous sommes 285 761 967 habitants et nous vivons tous dans un même pays » ?

Quand le nombre de décès dépasse le nombre de naissances, à la fin de l'année 1991, la presse s'alarme et attribue cela à la détérioration de la situation économique et à la politique sociale. Que l'expansion antérieure ait été le fait de républiques qui sont en réalité des pays en voie de développement est occulté. La création d'un État, la Russie, introduit une rupture artificielle dans la perspective chronologique. On confronte des dynamiques passées soviétiques, à une dynamique présente, russe.

Puis, un glissement s'opère. Le terme *dépopulation* apparaît; nombreux sont ceux qui oublient que la croissance d'une population est aussi le fait des migrations, désormais nombreuses, en raison du

retour des Russes des autres républiques. Le discours développé devient alors qualitatif. Les termes de *dépérissement*, puis de *dégénérescence* de la Russie apparaissent. Certains envisagent la disparition totale des Russes pour un avenir proche. Enfin, la *décadence* des valeurs familiales est présentée comme conséquence soit de 70 ans de pouvoir soviétique, soit de quelques années d'idéologie libérale. Des députés réclament des mesures pour ramener les femmes au foyer et une commission du Parlement propose de leur interdire de travailler plus de 35 heures par semaine.

Ces premiers débats n'expriment pas de particularités proprement russes. Il en est tout autrement des dérives auxquels ils conduisent. L'URSS n'a pas connu de discussions critiques, après la seconde guerre mondiale, sur l'eugénisme ou les questions biologiques des sociétés humaines. De plus aux dizaines d'années de contrôle étroit de la presse a succédé une période où aucune limite n'est posée. Des opinions qui, ailleurs, s'exprimeraient dans les limites imposées par une longue tradition de débat public, sont ici présentées sans aucune précaution.

Une argumentation concerne la prétendue « reproduction de la race ». L'étude des races humaines fondée sur l'apparence physique a persisté en URSS. De plus la conception nationale de l'Union soviétique, figée à l'époque stalinienne, a laissé des traces profondes. On était Russe, Ukrainien, Iakoute de père en fils. Il est à craindre que cette confusion se prolonge tant que le débat sur la nature de la Russie et la définition des Russes sera marqué par une conception biologique et ethnique de la nation.

Du coup on parle du *génocide* du peuple russe. A partir d'une définition étroite, fondée sur la simple reproduction, de père en fils, de la population, on en vient à prétendre

que celle-ci ne peut croître que par reproduction naturelle et on mesure son dynamisme par le seul nombre d'enfants mis au monde. Le natalisme, comme élément du discours politique, vient ici au secours du nationalisme.

Réapparaît aussi un concept aussi flou et peu fondé que celui de *fonds génétique* des Russes, qui aurait été compromis quand la Révolution de 1917 a fait disparaître les élites. Une connotation eugénique conduit à des propositions de loi qui prévoient la stérilisation des alcooliques ou des attardés mentaux. Des articles - qui rappellent ceux qui fleurissaient en France à la fin du XIX^e siècle, quand l'hérédité expliquait les comportements sociaux - présentent une vision dramatique de la nation russe.

Des acteurs sociaux divers prennent des positions qui existaient déjà, avant 1985, mais étaient masquées par l'uniformité du discours et s'exprimaient dans une perspective soviétique, donc coloniale. Les militaires sont préoccupés par le relèvement du personnel des armées, autrefois présent tant dans les autres Républiques soviétiques qu'en Europe de l'Est. Les membres du pouvoir central, cherchent à soutenir l'accueil des Russes déplacés. Les gouvernants des régions d'accueil, voient d'un mauvais oeil ces arrivées et les droits accordés aux nouveaux venus. Tous oublient que la décolonisation ne date pas d'aujourd'hui, les Russes ayant commencé à retourner en Russie depuis le milieu des années 1970. Les flux se sont simplement accélérés ces dernières années.

Alain BLUM

(1) Un large panorama d'articles est présenté dans *Problèmes économiques et sociaux*, série Russie (La documentation française), septembre 1993, par Alain BLUM avec la collaboration d'Andrej NEDBAEV.